

Médias-Société civile

Différents, mais complémentaires

Le 3 mai dernier, notre planète a célébré la Journée mondiale de la liberté de la presse. Pourtant, en RD Congo, 145^{ème} pays sur 179 dans le classement mondial 2011-2012 de Reporters sans frontières, les médias sont rarement à la fête au quotidien... Depuis la fin des élections 64 attaques ont été dirigées contre les médias selon Journaliste en danger (Jed), presque deux fois plus que l'an dernier à la même époque. Elles vont de la censure à l'emprisonnement des journalistes.

Comme le souligne Jed dans son rapport 2011 : "Menacés de croupir en prison quand ils ne risquent pas leur vie, les journalistes congolais continuent d'évoluer dans un environnement extrêmement précaire marqué par l'intolérance politique, la pauvreté des entreprises de presse, la politisation à outrance des médias, et la culture de violence d'un Etat policier."

Cette Plume citoyenne n°4 montre toutefois que, localement, des solutions sont possibles. En Province Orientale, des auditeurs se cotisent pour faire vivre des radios lancées puis abandonnées par des politiciens. Au Sud-Kivu, des associations ont créé une Synergie et réalisent des magazines radiophoniques pour accompagner les victimes de viols et de violences. Dans cette même province, une radio donne la parole aux paysans...

Ce rapprochement Médias-OSC apporte aux citoyens une info de proximité. Mais, il est aussi risqué, quand ces deux groupes confondent information et communication. Par ailleurs, ces nouveaux médias souffrent souvent d'amateurisme. Parfois, comme à Kisangani ou à Beni, ce sont les associations qui se divisent ou utilisent les radios pour propager des rumeurs. Résultat : les auditeurs s'impliquent peu pour soutenir ces médias.

Le soutien des citoyens est pourtant vital pour établir, comme le demandent plusieurs acteurs d'Uvira (Sud-Kivu), un dialogue constructif avec les autorités, par exemple lors d'émissions-débats radiophoniques.

Emmanuel de Solère Stintzy
Syfia international

*http://fr.rsf.org/IMG/pdf/jed_rapport_2011.pdf

Depuis la fin des élections de 2011, nous fonctionnons grâce au carburant que donnent les Eglises. Chaque dimanche, nous recevons 15 l de mazout à raison de trois par Eglise", déclare Jean-Baptiste Efanga, rédacteur en chef de la Radio télévision communautaire de Yahuma. Cette radio, offerte par un candidat député national, a été implantée juste avant les scrutins de novembre dernier à Mombongo (plus 400 km à l'ouest de Kisangani). Le bienfaiteur a assuré son fonctionnement pendant la campagne. A son retour à Kinshasa, chaque confession religieuse a créé son comité de soutien pour collecter des dons et acheter du carburant. La radio organise également des collectes dans les marchés pour recevoir les contributions volontaires des commerçants. Grâce à cet argent, elle émet 5 heures par jour, uniquement le soir.

Dans le territoire voisin d'Opala (à plus de 250 km au sud d'Isangi centre), la nouvelle radio Sama Wilangi fonctionne plus difficilement. Ce sont davantage les autorités qui donnent le carburant et font en échange passer leurs communiqués. "Nos populations n'ont pas encore compris..." regrette le directeur de cette chaîne. Il reconnaît tout de même que certaines personnes donnent du carburant.

Province Orientale

Les auditeurs se cotisent pour faire vivre leurs radios

(Syfia Kisangani/Médias pour la paix et la démocratie) En Province Orientale, sept nouvelles radios résultent des élections de 2011. Délaissées par les politiciens, les auditeurs se cotisent pour les faire fonctionner. Elles représentent pour eux une solution à leurs problèmes de communication et d'enclavement. Même si la formation des animateurs et le contenu de la production laissent souvent à désirer...



La cabine technique de la Radio télé Bondoko Isangi © Mongongo

Les stations issues des élections de 2006 ont, elles, acquis certaines expériences. La RTCB (Radio télé communautaire de Basoko) basée à Lokutu (200 km de Kisangani) vit par exemple désormais des publicités des opérateurs économiques locaux. "Ils se font concurrence entre eux pour passer à la radio. Cela génère pour nous les moyens de fonctionner !", se réjouit Mathieu Mabe, ancien directeur de la RTCB.

A Yangambi (100 km à l'ouest de Kisangani), la radio Kulokoko ne manque pas non plus de débrouillardise. Portant un gilet, cahiers et sachets en mains, les animateurs de ce média collectent de l'argent dans les marchés et diffusent les noms des bienfaiteurs le soir à la radio.

Désenclavement

Si les gens apprécient ces médias et y contribuent financièrement, c'est parce que beaucoup d'entre eux sont implantés là où il n'y a ni réseau de communication cellulaire, ni connexion Internet. La communauté se mobilise donc volontiers pour promouvoir cet outil qui contribue à désenclaver leurs villages. "Nous pouvons maintenant appeler tous nos responsables, même lorsqu'ils sont ailleurs en réunion", indique Jérémie Mongo, pasteur d'une Eglise de réveil à Mombongo.

Les citoyens peuvent aussi faire passer des communiqués nécrologiques. "A la mort de ma mère, mes grands frères, qui habitent à 80 km, sont arrivés avant l'enterrement. Cela aurait été impossible par le passé", dit Marie Molito. De leur côté, les commerçants se réjouissent de pouvoir désormais suivre l'évolution de leurs familles quand ils vont dans les marchés. "On s'inquiétait des maladies qui pouvaient arriver à la maison en notre absence. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas !", souligne Siméon Bayambose, d'Isangi.

Cette implication des auditeurs permet aux chaî-

nes de changer de contenu et de ligne éditoriale. A la radio communautaire de Yahuma, pendant les élections, on parlait presque uniquement des activités politiques de leur leader, candidat député. Désormais, parmi les nouvelles émissions, on trouve L'Echo de l'agriculture, très suivi. Il manque cependant des animateurs formés pour bien orienter les idées et les débats.

Animateurs amateurs

Un problème qu'on retrouve dans d'autres stations. Certains réalisent des journaux parlés, mais ces rendez-vous sont peu suivis. "Quand ils commencent les informations, je ferme ma radio, ou je me branche sur les chaînes internationales, en ondes courtes", explique un directeur d'école d'Opala. Pour lui, les journalistes hésitent trop, commentent ou traitent de faits bénins, comme les mésententes entre un homme et sa femme. Les autorités politico-administratives se plaignent aussi de la qualité du travail des animateurs de ces nouveaux médias. "Ils ont dit que les autorités avaient détourné la prime des policiers pendant les élections, sans donner mon point de vue. J'étais obligé de démentir", s'indigne le commandant de la police nationale congolaise, commissariat d'Opala.

Certains journalistes qualifient les critiques de leurs auditeurs de "sous information sur le travail d'un animateur de média". D'autres reconnaissent avoir besoin d'une bonne formation. A l'image du directeur de la radio Opala Développement, installée en mars dernier à Yatolema, à l'ouest de Kisangani, qui ne souhaite diffuser informations et émissions que quand son personnel aura été correctement formé.

Joseph Bassay

Beni Page 2
Les 'Terminators de la presse' décrédibilisent le journalisme

Beni
Les radios, tribune de certains activistes peu rigoureux

Sud-Kivu Page 3
Radio Maendeleo donne la parole aux paysans

Uvira
Médias et autorités cohabitent difficilement

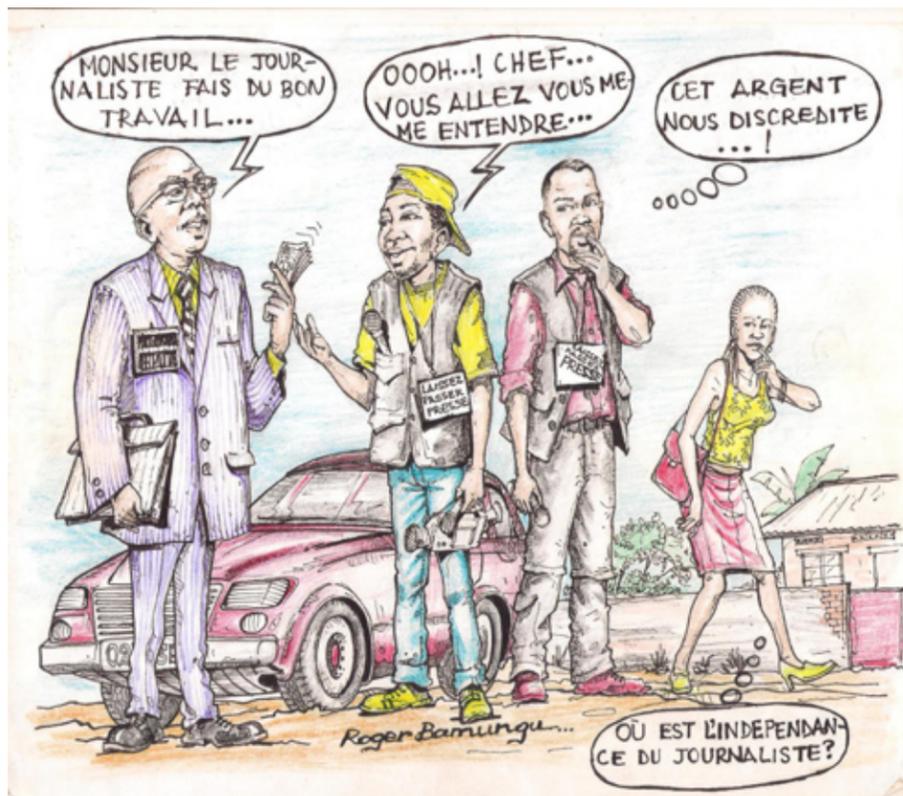
Kisangani Page 4
La Société civile peine à se réapproprier sa radio

Sud-Kivu
Unies, les OSC accompagnent les victimes de traumatismes

Beni

Les 'Terminators de la presse' décrédibilisent le journalisme

(Syfia Beni/Vision Plus) De plus en plus de jeunes sans formation s'improvisent journalistes. Ils animent jour et nuit des journaux et émissions dans les médias locaux récemment créés par des hommes politiques sans respect des règles professionnelles. Des représentants de la société civile et des auditeurs tirent la sonnette d'alarme.



Au bas de la passerelle à l'aéroport de Beni-Mavivi, un notable, de retour de Goma, est assailli par un groupe de jeunes journalistes venus l'interviewer. Finalement, il préfère tenir un point presse dans sa résidence privée. Dès qu'il arrive, les reporters brandissent à nouveau leurs dictaphones et encombrant son salon. Chacun cherche à tout prix à prendre des sons dans l'espoir de gagner un peu d'argent à la fin de l'interview. Sans invitation, ni rendez-vous, ces jeunes couvrent ainsi toutes les grandes manifestations. Ils sont de plus en plus nombreux à animer journaux et émissions dans les radios locales. Pour eux, tenir le micro est un moyen de gagner leur vie. Lors de leurs reportages, ils bradent la profession à la source la plus offrande. "Mon patron n'a pas cette volonté de me payer. Seul le coupage peut me faire vivre", se justifie un jeune d'une radio locale.

Cet amateur n'est pas le seul à s'appeler "professionnel des médias" sans en avoir ni la formation, ni l'expérience. En deux ans, six radios ont été créées par des hommes politiques à des fins électorales. Maître Viviane Kazingufu, de la société civile de Beni, explique que ces organes de presse n'ont le plus souvent pas de journalistes professionnels dans leurs rangs et obtiennent généralement leurs autorisations d'émettre grâce à l'influence de leurs partis auprès des instances de régulation.

Ces amateurs travaillent donc la plupart du temps pour le compte de leurs promoteurs. Leur recrutement est lié à leur appartenance ethnique, familiale et surtout politique. Ils mettent donc de côté la déontologie et font la publicité de leur patron. Par ricochets, ils profitent de l'occasion pour se faire connaître des auditeurs. Ce jeune, qui preste depuis quatre mois seulement, se vante par exemple dans un débit de boisson devant une foule de disciples de Bacchus : "Je présente le journal parlé en français, ne blaguez pas avec moi ! Je suis un homme puissant et fort ! Sans moi, vous n'auriez jamais de belles informations locales. Personne ne peut m'amener nulle part, je suis protégé par un homme politique qui a un mot d'ordre à donner à la police et à l'armée".

"On insulte, on injurie, on dénonce"

Certains de ces journalistes-marionnettes diffusent à longueur de journée les idéaux et la bonne parole de leurs regroupements politiques. Ils critiquent et diffament les adversaires de leurs chefs. Étant donné que le comité du Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication, organe de régulation, n'a pas de bureau local, la jungle règne. Dans certaines radios, ces animateurs sont carrément utilisés comme des griots. "Je suis le 'Terminator de la presse'. Mon rôle est de nettoyer les hommes politiques faibles. Faites gaffe, sinon je suis prêt à vous étaler nu devant le public !", lance un certain Igwe (roi, Ndlr) animateur qui s'est lui-même surnommé ainsi.

Ces jeunes répondent à toute déclaration et réagissent aussi à des dossiers très sensibles au risque de créer la panique au sein de la population. "Je me demande si tout animateur est devenu journaliste... On insulte, on injurie et on dénonce de 'fausses histoires' sans en détenir les preuves", regrette Pierre Sikuli, un défenseur des droits de l'Homme de la localité de May Moya. Cet amateurisme n'est pas bien perçu par les professionnels des médias de la place. D'autres les fustigent même et appellent leurs responsables à faire de bons choix. "Faire le journalisme est bon, mais il faut mettre ces reporters dans de bonnes conditions de travail", conseille Ali Mbela, journaliste reporter de Beni.

Pour Kambale Ndaliko, animateur de l'émission religieuse Cantique de Jéricho à la Radio télévision Muungano, être connu partout à Beni et se créer ainsi des connaissances sont là les avantages de ce métier, encore faut-il le faire en respectant toutes les techniques d'animation. Ce qui est loin d'être le cas pour tous... Pas ou peu formés, la plupart des jeunes journalistes peinent à écrire leurs articles. Pourtant, après les reportages, les conflits éclatent lors du partage du coupage remis par l'organisateur de l'activité ou de la conférence...

Certains auditeurs n'ont pas tardé à sanctionner ces pratiques. Ils ne supportent plus les publicités des hommes politiques ou de leurs dépendants. "Quand ils commencent leur bla-bla, je change directement de fréquence à la radio. Je ne peux pas perdre mon temps à suivre des trucs enfantins !", explique Piko Yangela, étudiant en sciences de l'information et de la communication à l'université officielle de Semuliki, à Beni.

Paulin Mwithe

Beni

Les radios, tribune de certains activistes peu rigoureux

(Syfia/Beni-Vision Plus) Profitant de la multiplication des radios, des activistes de droits de l'homme interviennent sans cesse sur les ondes et dénoncent des violations sans avoir vérifié les faits tombant souvent dans l'injure et la diffamation. Ce qui révolte certaines autorités.

Les militaires ont pillé, violé et emporté des biens de la population dans les villages de Mambango et Mununze", témoignait Mbusa Katembo, activiste des droits de l'homme de l'Ong Justice et paix au journal sur une radio locale. Le 25 avril à 15h30 dans l'émission Écho des Fardc à la radio télévision Muungano, le capitaine du génie civil du camp militaire de Mambango, Charles Kalonji, s'en est fâché : "Quand ces gens livrent des informations sans preuve sur les radios cela nous expose à notre hiérarchie. Ils outragent mes hommes, pourtant eux ils sont situés à une cinquantaine de kilomètres de là où le pillage s'est opéré. Et lorsque nous sommes allés à sa permanence pour qu'il démente ces messages à la même radio, elle n'existait pas."

Début 2011, la création de plusieurs radios par des hommes politiques, les activistes des droits de l'homme ont trouvé des tribunes où ils dénoncent des exactions, souvent sans preuves, ou parlent de leurs organisations. Ils ne cessent d'appeler ou faire des textos au cours des émissions. Certains lancent des

injuries, des calomnies et des diffamations pour vilipender les militaires voire les autorités. "Nous dénonçons tous les abus des hommes au pouvoir et leurs violations des droits de l'homme pour que tous changent de comportement. Nous en profitons aussi pour nous faire connaître dans la cité", explique Justin Matete, chargé de communication de l'Association africaine des droits de l'homme.

Activistes et politiciens

Regroupées au sein de la Coordination de la société civile, ces Ong produisent aussi des émissions radios diffusées dans les médias locaux. Elles profitent aussi des bas tarifs pour acheter les espaces et vulgariser les textes de droit et autres documents officiels. Toutefois, il existe des structures qui se passent de la société civile et dont les animateurs sont des acteurs politiques. D'autres n'ont pas même de bureau ou d'autorisation de fonctionnement. Leurs chargés de communication interviennent dans les émissions où ils tiennent des propos agressifs ou se

préparent aux prochaines élections. "Il est difficile de croire aux déclarations d'un activiste quand il dénonce certaines violations lorsque nous savons qu'il est membre d'un parti politique de l'opposition", estime Amisi Kalonda, administrateur du territoire de Beni à Oicha.

Pour le politologue Étienne Paluku, les responsables des médias devraient recouper les allégations avant toute diffusion à la radio. D'autant, affirme-t-il, que ces responsables d'Ong sont parfois membres de partis politiques et font passer leur message, sous le label des Ong.

Ce comportement révolte les autorités locales, militaires et les services spécialisés. "Je me suis toujours posé la question de savoir comment ces gens parlent au nom de la population : Qui leur a donné ce mandat ? Où et quand ? Surtout que la population a fait confiance aux autorités qui la gouvernent", s'interroge un cadre du service de la Sécurité urbaine.

Lareine Mughole

Sud-Kivu

Radio Maendeleo donne la parole aux paysans

(Syfia Bukavu/ProxiMédias Libres) Des ONG de développement du Sud-Kivu ont créé, il y a 20 ans environ, Radio Maendeleo. Aujourd'hui, ce média communautaire diffuse des infos de proximité, même si la différence entre information et communication n'y est pas toujours très claire. Son succès l'expose par ailleurs aux tentatives de récupérations politiques...

Nous nous sommes inspirés de l'expérience des ONG d'Afrique de l'Ouest qui avaient déjà des radios communautaires qui relayaient sans difficultés les activités de développement à travers leurs pays", se souvient Abias Radjabu, secrétaire exécutif du Conseil régional des ONG de développement (CRONGD/Sud-Kivu), une des 11 associations actuellement membres de Radio Maendeleo.

Au moment de sa création en 1993, à travers ce média, les ONG souhaitaient donc promouvoir leurs activités, mais aussi contourner la relative censure qui régnait à la radio officielle. Sous l'initiative du CRONGD, des correspondants ruraux, membres des radios clubs, structures de base implantées dans plusieurs villages des territoires du Sud-Kivu, diffusent depuis des informations de proximité.

Aujourd'hui, cette radio est la plus écoutée, en particulier dans les milieux ruraux. Elle accompagne les paysans au quotidien. "Nous avons toujours recours à elle quand nous voulons atteindre notre base", déclare Jean Mwilarhe, membre de l'Action pour le développement et la promotion social de l'enfant (Adeprose). Il poursuit : "Nous la choisissons aussi pour dénoncer les injustices, car nous sommes sûrs que notre message va at-

teindre les gens. Contrairement à d'autres médias au service des autorités, dans lesquels la liberté de la presse n'est pas garantie."

Utile à la population, aux ONG, aux autorités

Depuis la création de cette radio, les paysans ont donc trouvé un nouvel espace d'expression. "Ces émissions donnent la parole aux paysans. Elles accompagnent nos activités agricoles par des conseils, des expériences. Nous y dénonçons par ailleurs l'insécurité qui sévit dans nos villages", argumente Zabona Vumilia, chef de la sous-division provinciale de l'éducation à Idjwi.

Dans le paysage actuel de la RDC, où le débat occupe une grande place, Radio Maendeleo est devenue indispensable pour la population. Elle l'est aussi pour les autorités qui utilisent sa large couverture géographique et son audience pour passer leurs messages, leurs invitations et parler de leurs activités : retransmission en direct d'une séance du parlement provincial, message du président Kabila, etc. Les risques de récupération politique ne sont donc pas complètement à écarter.

Autre évolution à noter : les journalistes diffusent désormais plus volontiers des informations générales et tendent à oublier les objectifs initiaux de ce média.



Une journaliste à la cabine technique de la radio Maendeleo © Thaddée H.H.

Pour continuer à accompagner les activités des ONG, "nous avons initié un journal des radios clubs. Ces structures produisent des informations de proximité. Mais, avec elles, la différence entre information et communication n'est pas toujours claire...", observe Sostène Birali, journaliste chargé de la structuration et des radios clubs.

Des informations importantes y

sont toutefois diffusées, grâce à la professionnalisation des journalistes. "Face à un média public inféodé au pouvoir (RTNC, Ndlr), Radio Maendeleo fait la différence dans le paysage médiatique du Sud-Kivu. Et ce, en raison de son caractère communautaire", résume Blaise Mongane étudiant à l'Institut supérieur pédagogique de Bukavu.

Lydie Fazila Ombeni

Uvira

Médias et autorités cohabitent difficilement

(Syfia Bukavu/ProxiMédias Libres) Médias, Société civile et grand public peinent à faire entendre leurs voix à Uvira, au Sud-Kivu. Menaces, intimidations, censure de certaines autorités... Plusieurs acteurs plaident pour un dialogue constructif lors d'émissions-débats radiophoniques.

C'est Deo Maskini, je vous appelle de Kavinvira (un des quartiers d'Uvira, au Sud-Kivu, Ndlr)", s'identifie désormais cet auditeur quand il intervient au téléphone dans une émission-débat à la radio. Il porte pourtant un autre nom et habite un autre quartier. Il est devenu méfiant depuis qu'il a reçu, en janvier dernier, des menaces téléphoniques d'une personne non identifiée lui recommandant de "savoir ce qu'il faut dire aux médias quand on veut intervenir, plutôt que de commencer à critiquer". Comme lui, d'autres auditeurs déforment désormais leurs voix pour ne pas être reconnus et se sentir plus libres lorsqu'ils commentent un sujet à la radio.

De leur côté, des journalistes sont menacés par certaines autorités territoriales. David Munyaga, directeur de la radio Ondes Fm, constate que les relations entre autorités et médias évoluent en dents de scie ces derniers temps : "Les rares occasions d'être en bons termes sont lorsque ces autorités ont des messages à transmettre." Le reste du temps, depuis deux ans, plusieurs journalistes d'Uvira ont été intimidés, parfois même enlevés ou arrêtés. Et certaines émissions, d'expression démocratique, ont été systématiquement suspendues par l'administration locale.

Emissions-débats suspendues

Fin 2010, un communiqué officiel de l'administrateur du territoire assistant en charge des questions politiques a ainsi suspendu deux émissions-débats diffusées sur deux chaînes locales. "Franc parler" à la radio Mitumba et "Barza du Peuple" à la radio Le Messager du peuple, deux radios communautaires qui recevaient politiciens et acteurs de la société civile critiquant la gestion du territoire. Lors d'une de ces émissions, les invités avaient commenté l'affectation des frais de construction du Stade de l'unité d'Uvira. "Bien qu'ayant été prise par une autorité qui n'en a pas droit, car cette matière relève du Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication, cette mesure n'a jamais été levée", déplore un dirigeant de l'Association des journalistes pour la défense des droits de l'homme (AJDH).

En octobre 2011, un journaliste de la radio Mitumba a tenté de relancer la même émission sous un autre nom. "Mais, il sera vite maîtrisé par une convocation du parquet de grande instance d'Uvira lui adressée et signée par le procureur de la République, lui demandant de se présenter au parquet", ajoute l'AJDH. Selon elle, au cours de cette émission, les invités avaient critiqué la gestion de ce parquet et commenté le comportement de son chef, le procureur. De façon plus générale, Jean-Bosco Lubatu, journaliste, estime que plusieurs

responsables de services ou d'institutions de l'Etat gèrent mal et ont peur que leur incompétence ne soit portée à la connaissance du public qui a pourtant, selon lui, le droit d'en être informé. Pour Assumani Kangeta, juriste, ces craintes sont contre-productives, car plus on critique les autorités dans les médias, plus il y a en retour un effort d'amélioration, profitable à tous.

S'il reconnaît que la plupart des autorités n'aiment pas que l'on parle de leurs mauvaises actions, mais plutôt qu'on leur fasse des éloges, Antoine Esenga, vice-président de la société civile d'Uvira, note que, de l'autre côté, certains médias extrapolent : "Au lieu de maintenir la nouvelle telle qu'elle, ils trouvent là une occasion d'émettre leurs points de vue." Un avis partagé par Wabunga Singa, administrateur du territoire d'Uvira, qui dit avoir besoin d'une presse de développement, qui ne se lance pas dans des commentaires. "Ne revenons pas sur les émissions suspendues", répond-il à ceux qui demandent leur réouverture. Ce que conteste en revanche Antoine Esenga, qui croit qu'on ne peut pas se développer sans critiques constructives de ce qui est fait.

Dialogue autorités-journalistes à reconstruire

De nouveaux espaces de dialogue autorités-journalistes-société civile-grand public restent donc à imaginer. "Les émissions-débat permettent aux citoyens de voir le genre de dirigeants qu'ils ont et comment ils gèrent l'administration", croit Assumani Kangeta, tout en regrettant que "maintenant, on ne sait plus ce qui se passe, de vraies questions ne sont plus commentées". Un responsable de l'AJDH ajoute : "Et des journalistes ne donnent pas la vraie information au public par crainte de représailles."

En septembre 2011, une Synergie des médias d'Uvira et de Fizi (Symuf) a vu le jour. Un de ses responsables informe que cette dernière organise des émissions communes, diffusées en simultané sur quatre chaînes de radio de la place pour éviter des poursuites orientées contre une seule personne. Dans le même ordre d'idées, mais sans soutien, l'AJDH a lancé des communiqués de presse et un mémorandum en 2011 décriant les menaces dont sont victimes les professionnels des médias. "Des rencontres autorités-acteurs des médias doivent être organisées pour créer un climat d'entente entre ces deux groupes" préconise, à l'instar d'un responsable de Symuf, Antoine Esenga.

Richard Mwanabuvira

Kisangani

La Société civile peine à se réappropriier sa radio

(Syfia Kisangani/Médias pour la paix et la démocratie) A Kisangani, la Radio communautaire Mwangaza (Racom), unique média créé par le monde associatif, fonctionne difficilement. Autrefois soudée, la société civile s'est divisée et les auditeurs se sont démobilisés. Ils restent toutefois attachés à ces informations de proximité dans leurs quartiers.

Paulin Mbenga, directeur, a bien du mal à faire fonctionner au quotidien la Radio communautaire Mwangaza. Créée en 2003, Racom est l'unique radio à émettre (de 6 h à 22 h) depuis un quartier d'habitation, à la 17^{ème} avenue Tshopo, à Kisangani. La Société nationale d'électricité (Snel) l'a raccordée à une ligne unique. En cas de coupure, elle peut donc émettre grâce à un générateur. Cependant, depuis trois ans, les activités tournent au ralenti, faute de contributions des communautés de base composées de 120 noyaux d'écoute implantés dans les quartiers et sur les axes routiers. Ces noyaux participent à l'élaboration de la grille des programmes et au financement de leur radio. En 2011, ils lui avaient remis 40 litres de carburant lors de l'assemblée générale. Mais, au cours de celle de janvier dernier, ils n'ont rien donné. Se contentant d'évaluer la prestation des animateurs qui viennent à 60 % de ces noyaux.

"Ces derniers ne contribuent plus qu'à moins de 10 % de nos besoins", précise Paulin Mbenga. Résultat : les journalistes ne descendent plus sur le terrain chaque fois qu'ils le devraient. Et, le nombre d'émissions a été réduit, faute d'animateurs bénévoles, qui ne viennent plus. La radio survie désormais grâce aux communiqués et annonces d'ONG locales et internationales.

"Nous devons abandonner nos querelles"

Rédacteur en chef, Laurent Kangisa se souvient qu'au début, les noyaux étaient les yeux et les oreilles du média, dans les quartiers. "Ils nous envoyaient même un tolekiste (conducteur de taxi-vélo, Ndlr) qui nous informait quand il y avait une dispute". Cela n'est plus le cas, depuis bientôt trois ans, à cause de problèmes au niveau du conseil de gestion et d'administration. Ainsi, sur cinq infos au journal parlé, en moyenne, deux sont



Les journalistes de la Racom en conseil de rédaction ©Racom

locales, les autres portent dorénavant sur la politique locale, voire nationale... "Faute d'informations, nous n'avons pas pu faire de journal lundi et samedi derniers. C'est vraiment grave", regrette Laurent Kangisa.

Au début, la société civile passait dans les ménages récolter de l'argent. Même les plus modestes contributions, à partir de 1 \$, étaient les bienvenues. La maison qui abrite la radio a été achetée grâce à ces efforts. Mais, la deuxième maison qui abritait les machines, a été vendue par son propriétaire, faute de moyens.

Selon le directeur de Racom, la présence de deux ailes différentes de la société civile explique la léthargie actuelle : "On ne sait plus à quelle coordination s'adresser pour parler de leurs problèmes..." Certains membres de ces

associations reconnaissent leur devoir de s'approprier cette radio proche du petit peuple. "La nomination du Premier ministre et de son gouvernement n'ont pas dominé l'actualité dans cette chaîne qui se préoccupe plus des problèmes des populations que des éloges aux dignitaires", affirme Claudine Bela, coordonnatrice du Centre d'éducation et de recherches pour les droits des femmes (Cerdef). "Certes, nous avons connu de sérieux problèmes, mais nous ne devons pas laisser cette radio. Nous devons abandonner nos querelles", confie Fiston Lokawe Balala, de la nouvelle dynamique de la société civile de la Province Orientale.

Auditeurs attachés à leur radio
Les auditeurs sont, eux aussi,

conscients du rôle important qu'ils ont à jouer. "A nous de cotiser pour le fonctionnement de la radio. J'en ai plus donné un seul franc congolais depuis plus de six mois...", reconnaît, Emmanuel Shamba, enseignant et membre d'un noyau d'écoute.

Ils restent également attachés à cette radio de proximité. "J'apprécie les émissions sur l'agriculture et les problèmes soumis par les paysans. Grâce à ces conseils pratiques, je m'organise mieux", se réjouit Aendo Lisambi, directeur de l'école primaire Bangbandi, dans la commune Mangobo et agriculteur vers Segama. "Nous avons suivi au début du mois une émission qui appelait la population à observer les règles d'hygiène pour lutter contre le choléra. Nous débouchons depuis ce caniveau...", cite en exemple Jean Ebengo, du quartier plateau Boyoma. Pour lui, cette radio mérite le soutien de tous. "La société civile doit mener des plaidoyers auprès d'autorités et d'hommes de bonne volonté pour qu'ils prennent en charge cette radio. Cette dernière doit aussi initier des projets à soumettre aux bailleurs", conseille Micheline Mbula, de la Caritas Kisangani.

Une idée à laquelle adhère Honorine Otono, coordonnatrice de l'Association des mamans handicapées pour le développement (AMHD) : "Il revient aux acteurs de la société civile d'organiser des émissions, des annonces et de soumettre des projets pour inciter les partenaires locaux à conserver cette radio qui nous aide à promouvoir nos actions." Pour certains, comme M. Basila, du noyau de Simi-Simi, ce média devrait, en résumé, revenir au dialogue qui faisait sa force à ses débuts : "Malgré les problèmes sociaux, nous devrions nous rencontrer chaque mois pour échanger sur notre fonctionnement."

Pierre Komba

Sud-Kivu

Unies, les OSC accompagnent les victimes de traumatismes

(Syfia Bukavu/ProxiMédias Libres) Au Sud-Kivu, une douzaine d'associations ont regroupé leurs forces dans une Synergie. Elles réalisent ainsi des magazines radiophoniques pour informer la communauté de son rôle capital pour accompagner les victimes de viols et de violences.

Discuter avec une personne traumatisée permet de la sortir de son état. Lorsqu'elle en parle, elle s'en libère progressivement, car elle comprend que la communauté partage sa souffrance", analyse le Pr Simon Gasiberege, psychoclinicien de passage à Bukavu et directeur de l'Institut africain pour la psychologie intégrale (IAPI), basé à Kigali, au Rwanda. Portées par cette même conviction, une douzaine d'associations du Sud-Kivu réalisent des émissions radiophoniques à travers le réseau Synergie psychosociale communautaire. Les auditeurs apprécient. "Nous avons ainsi compris que nos communautés sont des acteurs importants qui devraient aider leurs membres à sortir de leurs traumatismes", réagit C. Kibasomba, une auditrice de Kitutu, à 200 km environ, au sud-ouest de Bukavu.

En collaboration avec le Club des journalistes sensibles aux conflits (Club JSC), cette Synergie produit des magazines radiophoniques dénommés Ushirika ni dawa (Le rapprochement social est un remède) diffusés dans 14 radios de Bukavu et de l'intérieur de la province. "Informer permet de redonner espoir et de lutter efficacement contre les blessures intérieures", résume Olivier Kiriza, coordonnateur du JSC.

Travailler avec la communauté

Quand la victime se remet debout, tout l'entourage y gagne. "Les traumatismes rendent la personne inactive, ruinent sa famille et sa communauté, observe le Pr Gasiberege, avant d'ajouter. Cette situation peut avoir de graves conséquences si l'individu est délaissé par les siens." A l'inverse, les expériences les plus concluantes sont celles où l'entourage est solidaire. Ce professeur évoque l'expérience du Rwanda voisin où l'approche communautaire a permis la réintégration socio-économique de rescapés du génocide.

"Plusieurs enfants et adultes qui avaient perdu des parents étaient dans une situation psychologique alarmante et ruinés économiquement. Certaines organisations leur ont offert une assistance psy-

cho-médicale. Les enfants ont réintégré l'école. Les adultes ont appris des métiers et obtenu des crédits pour relancer leur activité. Actuellement, ces personnes mènent une vie normale et les membres de leurs communautés ont appris à bien les approcher", se réjouit-il, tout en affirmant que des actions semblables sont possibles au Sud-Kivu.

"Dans notre société, les traumatismes naissent d'événements profondément choquants comme les viols, les violences familiales ou socio-professionnelles, les déceptions, le stress de la vie quotidienne", énumère Evariste Kajibwami, psychologue au centre Soins de santé mentale (Sosame). D'où l'intérêt, selon le Pr Gasiberege, de "mener des actions pour transformer la souffrance psychique liée aux relations humaines. L'objectif étant d'amener cette souffrance à un seuil où elle n'entrave plus le développement individuel et communautaire."

Informer, assister, soigner

Les membres de la Synergie psychosociale communautaire sont eux aussi convaincus que la diffusion des émissions ne suffit pas. C'est pourquoi ils se sont partagés d'autres domaines d'interventions, pour aider les victimes, en fonction de leurs besoins.

Le Réseau des femmes pour le développement et la paix (RFDP) et le Centre Olame s'occupent de la réinsertion sociale des femmes violées ; le Centre d'écoute Salama de l'accompagnement psychosocial, Vision communautaire de la réinsertion ; Œuvres chrétiennes pour la femme assiste les victimes de violences ; Fondation Rama Levina organise une clinique mobile avec des soins gratuits et octroie des crédits aux victimes des viols ; Samwaki diffuse des émissions sur les traumatismes dans sa radio Bubusa FM ; Malteser assiste en vives et en médicaments ; Sosame soigne, etc.

David Ndagano Mweze

PLUM CITOYENNE Beni Bukavu Kisangani

Coordinations locales

A Beni : Jacques Kikuni Kokonyange (Vision Plus) kokonyange@yahoo.fr
Tél : +243 (0) 99 839 85 46

A Bukavu : Thaddée Hyawe-Hinyi (Proxi Médias Libres) thyawahinyi@gmail.com
Tél : +243 (0) 85 371 36 69

A Kisangani : Ernest Mukuli (Médias pour la Paix et la Démocratie) ernestmukuli2@yahoo.fr
Tél : +243 (0) 81 200 63 99

Syfia international

Emmanuel de Solère Stintzy (Syfia France) desolere@syfia.info
Tel : 33 (0)4 67 52 98 74

Coordination générale

Syfia international
Marie Agnès Leplaideur
contact@syfia.info
Tél : 33 (0)4 67 52 98 12
20 rue du Carré-du-Roi
34 000 Montpellier France

Maquette : Jimmy Bakelenge (Médias pour la Paix et la Démocratie)
jimmybakelenge@yahoo.fr

Imprimerie : SUPRA, Nasser road, Kampala-City/ Uganda